

## Le coup de bill'art du Soir

bakoukader@yahoo.fr

La revanche  
est «Hors-la-loi»

*Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb, n'a pas reçu l'Oscar du meilleur film étranger. Le souverain jury lui a préféré *Revenge*, un film de la Danoise Susanne Bier. Il a aussi couronné dans plusieurs catégories *Le discours d'un roi* de Tom Hooper, dans cette prestigieuse compétition strictement américaine, exceptée la statuette destinée au meilleur film étranger. Susanne Bier est, elle aussi, une souveraine, car elle est surnommée «la reine du drame danois». *Hors-la-loi* représente en quelque sorte l'Afrique, à Los Angeles, bien qu'il figure en hors compétition au Fespaco qui se déroule actuellement à Ouagadougou. Mais *Revenge* a aussi une relation indirecte avec le continent africain. *Revenge* c'est l'histoire d'une revanche et d'une vengeance.

Un médecin humaniste partage son existence entre une vie paisible dans un village idyllique au Danemark et un camp de réfugiés en Afrique. Un jour, son fils Elias se fait brutaliser par ses camarades d'école. Christian, un enfant «en colère contre les injustices de la vie», vint à son secours. Devenus amis, Elias et Christian comptent punir un garagiste «bête et méchant».

Voilà, mais Susanne Bier ne fait pas l'apologie de la vengeance, bien au contraire. «Le film montre clairement qu'on ne peut pas trouver satisfaction dans la vengeance et que le pardon reste la meilleure voie», explique-t-elle. Cette vision résolument optimiste est la substance même du cinéma de la réalisatrice danoise. «Je ne veux pas que les gens sautent d'un pont en quittant la salle. Je veux que les gens aient de quoi réfléchir, tout en ayant la conviction qu'il y a de l'espoir et que l'être humain est capable d'agir différemment.»

On aimerait bien la croire !

K. B.

## Actucult

BIBLIOTHÈQUE URBAINE  
DE LA COMMUNE  
DE TIPASA

● **Jusqu'au 4 mars** : Exposition de peinture (30 tableaux) de l'artiste Abdelmadjid Fendjel.

CENTRE DES LOISIRS  
SCIENTIFIQUES (05, RUE  
DIDOUCHE-MOURAD,  
ALGER)

● **Jusqu'au 5 mars** : Exposition collective d'arts plastiques intitulée «Le signe», avec les artistes Noureddine Chegrane, Noureddine Hamouche, Madjid Guemroud, Smail Metmati, Ahmed Ben youcef Stambouli et Zola Djenane.

GALERIE EZZOU'ART  
(CENTRE COMMERCIAL ET  
DE LOISIRS DE BAB  
EZZOUAR, ALGER)

● **Jusqu'au 5 mars 2011** : Exposition collective d'arts plastiques (25 artistes) intitulée «La couleur dans tous ses états».

SALLE IBN  
ZEYDOUN (RIADH EL  
FETH, ALGER)

● **Jusqu'au 30 mars** : Film *Salt* de Phillip Noyce (USA, 2011), avec Angéline Jolie. Séances à 13h, 15h et 18h.

BIBLIOTHÈQUE  
MULTIMÉDIA  
(RUE DIDOUCHE  
MOURAD, ALGER)

● **Mercredi 2 mars (après-midi)** : Rencontre littéraire avec l'écrivaine Izdihar Bouchakour autour de son livre *Verser ou bien koubbou*, dans le cadre des mercredis du verbe d'Arts et Culture.

THÉÂTRE RÉGIONAL DE  
BÉJAÏA

● **Samedi 5 mars à 14h** : Rencontre littéraire avec Hamid Grine, suivie du vernissage d'une exposition de Nabila Zizi, Khalissa Souissi et Wafa Boudehouche.

COMPLEXE CULTUREL  
LAÂD-FLICI (ALGER)

● **Jeudi 3 mars à 19h** : A l'espace Casbah, concert de musique andalouse avec l'association El Hadj-Ali-Mahfoud.  
● **Samedi 5 mars à 15h** : Au Nadi El-Anka, concert de rock avec le groupe Afrocaïn.

SALLE SIERRA MAESTRA  
(ALGER)

● **Samedi 5 mars à 15h** : Concert gnaoui avec le groupe Maghreb Fusion.

SALLE DE CINÉMA  
DE SIDI-FREDJ  
(STAOUÉLI, ALGER)

● **Jeudi 3 mars à 20h** : Concert chaâbi avec Kamel Farès.

CENTRE CULTUREL  
FRANÇAIS D'ALGER

● **Dimanche 6 mars à 17h** : Conférence : «Simone de Beauvoir et le deuxième sexe», par Sylvie Chaperon, historienne et maître de conférences à l'université de Toulouse le Mirail.  
● **Lundi 7 mars à 19h** : Théâtre musical : Duel avec Paul Staïcu : piano, Laurent Cirade : violoncelle.  
● **Jeudi 10 mars à 19h** : Concert chorégraphique : *La escusha interior* avec Julien Lallier : piano et composition, Karine Gonzalez : danse et chorégraphie, Joce Mienniel : flûtes, Joan Eche-Puig : contrebasse, Antony Gatta : percussion.

lesoirculture@lesoirdalgerie.com

## À LA GALERIE D'ART BENYAA

Poésie en hommage  
à Anna Greki

La galerie d'art Benyaa à Alger abritera, samedi à 16h, un récital de poésie en hommage à Anna Greki.

Les lectures de poésie seront faites par Nadia Sebkhi, directrice de la publication du magazine *Livresco* et par l'écrivain Abderrahmane Djelfaoui qui seront accompagnés à la guitare par le musicien Mohamed Sergoua.

De son vrai nom Anna Colette Grégoire, Anna Greki est une poétesse algérienne d'expression française née à Batna le 14 mars 1931. Elle a passé son enfance à Menaâ, commune d'Arris, où son père est instituteur. Elle effectue ses études primaires à Collo et secondaires à Skikda. Elle interrompt ses études supé-



PHOTO : DR

rieures de lettres à Paris pour militer activement pour l'indépendance de l'Algérie. Institutrice à Bône puis à

Alger, elle milite au PCA (Parti communiste algérien). Membre des «Combattants de la libération», elle sera arrêtée par les parachutistes de Massu en 1957, torturée avant d'être jetée à la prison Barberousse d'Alger. Elle sera transférée en novembre 1958 au «camp de transit et de triage» de Beni Messous puis expulsée d'Algérie. Elle va rejoindre alors son mari Kean Malki à Tunis, où sera publié son premier recueil : *Algérie, capitale Alger*, préfacé par Mostefa Lacheraf qui sera publié par la Société nationale d'édition et de diffusion tunisienne et

par Pierre-Jean Oswald à Paris, en 1963. En 1962, elle rentre en Algérie, à l'indépendance du pays. Achevant sa licence en 1965, elle enseigne le français au lycée Emir-Abdelkader d'Alger. Elle publie également des textes poétiques dans *Révolution africaine*.

Anna Greki est décédée d'une hémorragie à l'âge de 33 ans, à Alger le 6 janvier 1966. Elle laisse un second recueil, *Temps forts*, qui paraîtra la même année chez Présence africaine à Paris. Elle laisse aussi un roman inachevé... dans une vie militante inachevée.

K. B.

## EN LIBRAIRIE

## IL ÉTAIT UNE FOIS L'ALGÉRIE DE NABILE FARÈS

## Destins croisés

*Il était une fois l'Algérie* est une compilation de récits liés aux années rouges traversées par notre pays. Des vies et des destins croisés : l'enlèvement de Selma raconté selon un mode fantastique, Tanis, sa fille devenue mutique, Slimane journaliste, écrivain, Linda peintre exilée d'Algérie...

«Avant ce 22 février, c'est-à-dire, ce soir où elle s'était trouvée dans la cour, près de la salle de classe encore allumée, Tania parlait, riait. Maintenant, ses gestes se font seuls, ses pensées agissent aussi seules tombent, parfois en un vide où résonnent d'autres pensées, interrogations muettes» (p.37).

Né en 1940, Nabile Farès a fait

des études de philosophie, de sociologie et de psychanalyse. Il a enseigné en Espagne, en Algérie et en France. Il est l'auteur de deux thèses : «Littérature orale et anthropologie» et «Langue, culture et symbolique, la théorie anthropologique au Maghreb, études de littérature francophone». Il a également publié *Le miroir de Cordoue*, *Les exilées*, *La petite Arabe qui aimait la chaise de Van Gogh...* Nabil Farès travaille actuellement en France comme psychanalyste.

Sabrinal

*Il était une fois l'Algérie*, de Nabile Farès, 158 p. éditions Achab, 2010.



## SELON UN RAPPORT DE L'UNESCO

## Les conflits armés privent 28 millions d'enfants d'éducation

Vingt-huit millions d'enfants sont «privés d'éducation, en raison des conflits armés» qui les exposent notamment «aux attaques ciblées sur leurs écoles» ou «aux violences sexuelles», dénonce un rapport de l'Unesco publié hier et qui plaide pour revoir le système d'aide humanitaire. Sur les 67 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école qui ne sont pas scolarisés, «42%, soit 28 millions, vivent dans des pays pauvres en proie à des conflits», affirme l'Unesco dans ce rapport, intitulé «La crise cachée : les conflits armés et l'éducation». Ce chiffre de 28 millions porte sur l'année 2008, a précisé à l'AFP l'Unesco, ajoutant ne pas avoir de statistiques antérieures.

De 1999 à 2008, 35 pays ont été en proie à des conflits armés, estime

l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, qui constate qu'un conflit moyen dans un pays à bas revenus dure environ 10 ans. L'un des principaux problèmes est «que les parties prenantes aux conflits s'en prennent de façon délibérée aux enfants et aux écoles», a expliqué le directeur du rapport Kevin Watkins. Ainsi en Afghanistan, au moins 613 attaques contre des écoles ont été répertoriées en 2009, contre 347 en 2008. Dans le nord du Yémen, «220 écoles ont été détruites, endommagées ou pillées pendant les combats qui ont opposé le gouvernement et les forces rebelles en 2009 et 2010», selon l'Unesco. En outre, les violences sexuelles et viols ayant été «largement utilisés comme tactiques de guerre», la peur des sévices

sexuels, entre autres, «empêche les enfants d'aller à l'école, en particulier les jeunes filles», pointe encore le rapport. Au-delà des éventuelles responsabilités internes aux Etats en conflit, l'Unesco met en cause le système d'aide humanitaire, qui «passe à côté des enfants» de ces pays, estime-t-il. D'une part parce que «moins de 2% de l'assistance humanitaire» (soit 149 millions de dollars) est affectée à l'éducation, «ce qui ne permet de répondre qu'à un nombre infime des demandes d'aide pour l'éducation», a expliqué M. Watkins. «Insuffisamment financé», ce système est aussi «imprévisible et régi par le court-termisme», selon le rapport.

«Si les pays riches allouaient simplement six jours de leurs dépenses

militaires à l'éducation, ils pourraient obtenir les 16 milliards de dollars nécessaires à l'éducation pour tous», estime-t-il.

L'organisme propose notamment de créer une commission internationale sur le viol et les violences sexuelles soutenue par la Cour pénale internationale et de «réparer le système d'aide humanitaire», notamment en développant des fonds communs. Sur l'éducation dans le monde en général, l'Unesco constate que le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire a diminué entre 1999 et 2008, passant de 106 à 67 millions. Mais elle regrette que ce chiffre «ne diminue pas assez vite» pour atteindre l'objectif «d'éducation pour tous» que se sont fixé 160 pays à Dakar en 2000 pour 2015.